



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

Élections professionnelles : Force Ouvrière progresse de 3700 voix dans l'Éducation nationale

Le résultat des élections au comité technique ministériel de l'Éducation nationale donne 13,66 % des suffrages pour la FNEC FP-FO, ce qui est une confirmation et une consolidation par rapport aux dernières élections professionnelles de 2014.

Force Ouvrière reste la 3^{ème} organisation syndicale dans l'Éducation nationale et la 1^{ère} organisation confédérée dans ce secteur avec 2 sièges de titulaires et 2 sièges de suppléants au CTM.

Dans une situation marquée par la volonté des gouvernements successifs de remettre en cause la place des syndicats et de détruire la place et le rôle des comités techniques des CAP et des CHSCT, ce résultat est un cinglant démenti à tous ceux pour qui la mission du syndicat ne serait plus la défense des intérêts matériels et moraux des personnels mais l'accompagnement des politiques ministérielles.

Les salaires sont bloqués, les statuts sont pulvérisés, les retraites sont menacées et l'institution scolaire subit une avalanche de contre-réformes désastreuses qui remettent en cause tout à la fois le droit à l'instruction et à la qualification des jeunes générations et les conditions de travail des personnels qui veulent rester fonctionnaires de l'État.

Ce résultat constitue pour la FNEC FP-FO et ses syndicats un mandat : défendre les garanties statutaires de toutes les catégories de personnels, défendre l'école républicaine et ses missions.

C'est la politique du gouvernement, son mépris et son refus d'entendre les revendications qui plonge le pays dans une grave crise sociale. Aux lycéens qui refusent la sélection à l'entrée à l'université, qui refusent la réforme du baccalauréat et du lycée, le gouvernement répond par d'inadmissibles pressions et des brutalités policières. Aux enseignants et aux personnels de toutes les catégories qui refusent les fermetures de postes et la dégradation sans fin de leurs conditions de travail, il oppose une succession de projets, qui s'ils étaient menés à terme, achèveraient de démanteler l'école.

La FNEC FP-FO ne l'accepte pas et demande à être reçue d'urgence par le ministre de l'Éducation nationale.

Montreuil le 6 décembre 2018